

# Nice : la sécurité privée entre à la cité des Moulins

Christian Estrosi a annoncé le recours à « des agents de sécurité privés » dans ce quartier sensible. Une réponse au gouvernement qui n'a pas retenu la ville dans les zones de sécurité prioritaires.

Nice ne figure pas dans la liste des quinze premières ZSP (zones de sécurité prioritaires) dont la création (1), à partir de l'an prochain dans vingt-quatre villes de France, vient d'être annoncée par le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls.

Le sang de Christian Estrosi n'a alors fait qu'un tour : manifestement, le député-maire de Nice et président de la métropole Nice Côte d'Azur souhaitait que certains quartiers de la capitale azuréenne, pourtant classés en ZUS (zones urbaines sensibles), bénéficient de la manne gouvernementale en effectifs policiers (500 postes pour toute la France) qui accompagnera le dispositif. D'où l'annonce, hier matin, de la création d'une ZSP locale dans le quartier sensible des Moulins (lire par ailleurs les détails du dispositif).

## « Je me passe du gouvernement ! »

« L'État, qui a en charge les zones urbaines sensibles, par le biais de la police nationale, n'a pas voulu nous accompagner, constate Christian Estrosi. La police municipale n'a pas vocation à intervenir dans les ZUS. Je décrète donc que je crée des



« La police municipale n'a pas vocation à intervenir dans les zones urbaines sensibles [comme la cité des Moulins]. Je décrète donc que je crée des zones de sécurité prioritaires : je me passe du gouvernement ! » a lancé hier Christian Estrosi.

zones de sécurité prioritaires : je me passe du gouvernement ! »

Le maire de Nice est d'autant plus furieux contre le gouvernement qu'il estime que sa ville répondait aux « critères de désignation qui prévoient l'engagement et le dynamisme des communes dans les domaines de la prévention ». Il cite plusieurs exemples de la politique de sécurité mise en œuvre à Nice depuis son élection en

2008 : « Le nombre de caméras multiplié par 2,5, soit 750 d'ici à la fin de l'année ; l'embauche de 100 policiers supplémentaires à la police municipale, soit 380 policiers et 150 ASVP ; la prise d'arrêtés municipaux précurseurs, comme la fermeture des épiceries de nuit, le couvre-feu des mineurs ou la charte des mariages ; les brigades dédiées, comme le pôle action squat ou le pôle action mendicité... »

## « La méthode Valls est clientéliste »

Une liste que Christian Estrosi ponctue d'une exclamation : « Faut-il faire partie des mauvais élèves pour être retenu dans ce nouveau dispositif ? » Selon lui, « la méthode Valls est une méthode clientéliste : 19 des 24 communes de la liste, parmi lesquelles des bourgades qui ne font guère parler d'elles, sont dirigées par des membres du PS ou par leurs alliés ! » Pour

justifier sa décision, et donc sa critique directe de la politique sécuritaire du gouvernement, le député-maire de Nice estime qu'« elle suscite le sentiment d'impunité chez les délinquants et le découragement parmi les policiers et les gendarmes, lesquels font un travail remarquable ». Selon lui, la délinquance a repris, tant en région parisienne, avec « une hausse de 197 % des arrachages de colliers en or entre avril et mai », qu'à Nice où les statistiques seraient catastrophiques (lire par ailleurs).

Et Christian Estrosi l'assure : dans les quartiers sensibles de Nice, « les populations ont passé un été épouvantable, on a vu des rodéos en scooter 24 heures sur 24 sans que personne ne réagisse : mon devoir n'est pas de répondre que je ne peux rien faire, même si l'État persiste à nous refuser des effectifs supplémentaires ».

1. Une cinquantaine de ZSP sont programmées d'ici septembre 2013.

Enquête :  
FRANCIS LUMINEAU  
flumineau@nicematin.fr  
LIONEL PAOLI  
lpaoli@nicematin.fr  
Photos : FRANTZ BOUTON

## La délinquance

### ■ Atteintes aux personnes

2011 : -4,89 %  
 2012 (1<sup>er</sup> semestre) :  
 -6,48 %  
 2012 (juillet) : +4,42 %

### ■ Atteintes aux biens

2011 : -0,78 %  
 2012 (1<sup>er</sup> semestre) :  
 +4,18 %  
 2012 (juillet) : +12,46 %

### ■ Vols avec violence

2011 : -10,83 %  
 2012 (1<sup>er</sup> semestre) :  
 +2,64 %  
 2012 (juillet) : +44,09 %

### ■ Vols de voitures

2011 : -16,93 %  
 2012 (1<sup>er</sup> semestre) :  
 +30,89 %  
 2012 (juillet) : +65,91 %

### ■ Vols à la tire

2011 : -15,57 %  
 2012 (1<sup>er</sup> semestre) :  
 +29,74 %  
 2012 (juillet) :  
 +112,95 %

Source : mairie de Nice.

## Les syndicats de policiers entre prudence et colère

Réputé proche de l'UMP, le syndicat **Alliance** a accueilli l'annonce du maire de Nice avec « prudence ». « Nous défendons depuis longtemps l'idée d'un Grenelle de la sécurité rassemblant tous les acteurs : police nationale, police municipale et sociétés de gardiennage privé, explique Karine Jouglas, responsable départementale adjointe. Le travail en commun est nécessaire. Tant que les vigiles ne confondent pas leur rôle avec le nôtre, s'ils sont correctement formés, tout devrait bien se passer... »

Le son de cloche est très différent du côté d'**Unité SGP Police**, majoritaire, plutôt ancré localement à gauche. Pierre Seriana, conseiller technique régional, s'insurge : « C'est un effet d'annonce, un coup de pub ! Nous sommes totalement contre la privatisation de la sécurité. Estrosi prétend palier le manque de fonctionnaires : à qui la faute ? En cinq ans, avec Sarkozy au pouvoir, nous avons perdu une centaine d'hommes sur le terrain. La réalité, c'est ça. »

## Comment réagissent les politiques

■ **Patrick Allemand** (1<sup>er</sup> secrétaire de la fédération PS et élu d'opposition à Nice) :

« Il s'agit d'une vulgaire opération de communication. Avec quels moyens financiers ? Aucun. Je considérerai plutôt comme une bonne nouvelle que Nice n'ait pas été retenue. Soit, Nice est le modèle qu'Estrosi et Ciotti nous présentent en matière de sécurité et une ZSP ne se justifie pas, soit, ils travestissent la vérité et, dans ce cas, je suis certain que Manuel Valls saura répondre à l'aveu de leur échec. »

■ **Gaël Nofri** (Rassemblement Bleu Marine, Nice) :

« Qu'Estrosi s'étonne d'une politique partisane sur le choix des zones, on peut s'en étonner : pendant dix ans, il a bénéficié de la politique du gouvernement ! Ces ZSP sont un palliatif à la décadence de l'État, sans moyens supplémentaires. On en revient aux heures sombres du Moyen-Âge, quand des petits baronnets locaux se substituaient à l'État dans ses missions régaliennes,

telles que la sécurité. Aujourd'hui, face à l'effondrement de l'État, les potentats locaux tentent de dresser des milices privées : c'est du délire mégalo-maniaque ! »

■ **Robert Injey et Emmanuelle Gaziello** (Parti communiste, élus d'opposition à Nice) :

« Si Christian Estrosi ressent le besoin que Nice soit dans le dispositif des ZSP, c'est que la situation de la sécurité dans notre ville ne s'améliore pas, contrairement à ce que laissent supposer toutes ses déclarations ces dernières années. On peut se poser la question de l'efficacité réelle du coûteux dispositif de caméras de vidéosurveillance. Les effectifs de la police nationale ont beaucoup baissé sous Sarkozy et, au final, on nous met une milice privée. Les cités HLM des Moulins ont besoin avant tout de vrais gardiens d'immeuble plutôt que d'une milice privée. En remettre était une promesse de campagne de Christian Estrosi... »

## Les agents de sécurité patrouilleront la nuit sur les parties privatives

Si le projet municipal n'est pas totalement ficelé – le conseil municipal n'a pas encore délibéré et le coût ne semble pas avoir été chiffré – les grandes lignes, sur les plans technique et administratif, ont été largement dévoilées par Christian Estrosi.

Dans un premier temps, une zone de sécurité prioritaire sera donc mise en place aux Moulins. « *Je m'engage à étendre le dispositif sur l'ensemble des quartiers dits sensibles si les résultats sont probants* », précise le député-maire de Nice. Le choix des Moulins est dû à ce que le quartier est en rénovation et qu'un seul bailleur social y gère les HLM. C'est donc *Côte d'Azur Habitat*<sup>(1)</sup>, que préside Dominique Estrosi-Sassone, adjointe de Christian Estrosi, qui est chargé de recruter, par le biais d'un appel d'offres, une société privée d'agents de sécurité. Un groupement d'intérêt public serait alors constitué, le coût étant supporté, « *non pas par les locataires* », souligne l'élu, mais par *Côte d'Azur Habitat*, Nice et la métropole.

### Patrouilles nocturnes

Le choix de *Côte d'Azur Habitat* n'est pas anodin : les agents de sécurité privés ne peuvent agir que dans des lieux privés et non sur la voie publi-

que. En l'occurrence, ils se cantonneront aux parties privatives des Moulins, ce qui inclut des places et des voies de passage. Dans ce « *laboratoire* » que sera ce quartier – le mot est de Christian Estrosi – les vigiles<sup>(2)</sup>, six à huit avec éventuellement des chiens, patrouilleront de 19 heures à 5 heures du matin pour « *surveiller et dissuader* ». Ils posséderont des armes de 6<sup>e</sup> catégorie (bombes lacrymogènes, matraques, armes blanches, coups de poing américains, etc.) Ils n'auront bien sûr aucun pouvoir de police (enquêtes, perquisitions, contrôles d'identité...), mais seulement celui d'interpeller en présence de flagrants délits ou crimes. Comme n'importe quel citoyen (article 73 du code de procédure pénale). En cas d'incidents le justifiant, ils devront appeler la police nationale. Assermentés, ils seront contrôlés par le procureur de la République et leur société devra être agréée par le préfet, auquel toute embauche devra être soumise. Enfin, ces agents ne seront pas recrutés aux Moulins... pour éviter toute pression.

1. Cette société HLM gère quelque 22000 logements dans les Alpes-Maritimes.

2. À ne pas confondre avec les médiateurs de nuit que Christian Estrosi compte également mettre en place dès le 1<sup>er</sup> novembre.

# « Vous croyez que ça va résoudre les problèmes ? »

Midi, place des Yuccas, au cœur des Moulins. Le soleil s'acharne entre les barres de béton. Les habitants viennent d'apprendre la décision du maire de Nice. Les commentaires roulent sur les tables posées dehors, sous le casque du coiffeur, entre les murs de la boulangerie *Les Deux frères*. **Mohamed Id Moussa**, le boulanger, a les yeux qui pétillent : « *Franchement, je suis content ! On ne peut pas continuer comme ça. Quand on appelle la police, elle ne vient pas. Alors il faut faire quoi ? Supporter les voleurs et les vandales ? Vigiles ou fonctionnaires, je m'en fiche. L'important, c'est qu'ils puissent intervenir.* »

**Frantz Delblond** habite ici depuis 18 ans. Il approuve en baissant les yeux : « *Ça peut être dissuasif. Les jeunes, ils déconnent... Si ça continue, plus personne n'arrivera à vivre ici.* »

Un peu à l'écart, à l'ombre de son chapeau gris, **Abdel-Kader Azouz** lève un poing rageur : « *J'ai 77 ans, monsieur. Je suis militant socialiste depuis un demi-siècle. Le*

*maire, je ne peux pas le voir en peinture ! Mais là, je suis d'accord avec lui. L'insécurité, c'est plus possible... »*

**Hichem Missaoui** opine du chef : « *C'est plutôt bien. Oui, c'est plutôt bien.* »

## « Les jeunes... Mais qui les aide ? »

**Gak**, musicien né aux Moulins, écoute en secouant la tête : « *C'est n'importe quoi ! Vous croyez que ça va résoudre les problèmes ? Si Estrosi veut vraiment lutter contre l'insécurité, c'est simple : il n'a qu'à embaucher des jeunes des Moulins. Le reste, c'est de la poudre aux yeux. Et pendant ce temps, on sabre les subventions aux associations du quartier ! »*

À ses côtés, **Fatima Akochiah** parle avec un sourire conciliant : « *Il faut que monsieur Estrosi comprenne que ça n'arrangera rien. Au contraire. La vérité, c'est qu'ici, il n'y a rien pour les jeunes. Je sais de quoi je parle, j'ai élevé quatre enfants. On les montre du doigt, on les contrôle, on leur reproche tout et n'importe quoi... Mais dites-moi, qui les*

*aide ? Qui leur tend la main ? »*

Les intéressés, un peu à l'écart, rechignent d'abord à s'exprimer. Puis soudain, leur parole se libère. Àpre. Mais sincère.

« *La sécurité, on peut l'assurer nous-mêmes, assure Pepito. Moi, je suis né ici. Si je chope un gamin qui tire le sac d'une dame, je le fiche à poil et je lui fais faire le tour de la place en courant ! C'est plus efficace que d'envoyer des cow-boys qui roulent des mécaniques lorsqu'ils sont filmés par la télévision.* »

**Mohammed** enchaîne : « *On nous traite comme des délinquants et des illettrés. C'est n'importe quoi ! On est tous allés à l'école, on fait ce qu'on peut pour essayer de s'en sortir. Dites à Estrosi de venir ici avec la présidente de Côte d'Azur Habitat. On le recevra et on discutera des solutions. Parce qu'il y a toujours des solutions ! Mais ce n'est pas en rénovant les bâtiments et en envoyant des gros bras qu'on va changer les Moulins. Il y a des choses bien, ici. Mais on montre toujours le mauvais... »*

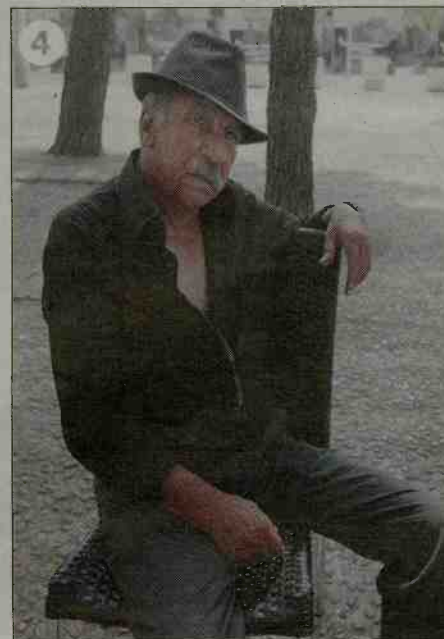
## Sécurité privée : le précédent parisien

L'initiative du maire de Nice ouvre de nouvelles perspectives aux 200 agences azuréennes spécialisées dans la sécurité : « *Les secteurs résidentiels où des vigiles pourraient être utiles sont nombreux, assure Frédéric Rigon, directeur de la société RAFS de Vallauris. Nos personnels sont de mieux en*

*mieux formés. Ce qui était inconcevable hier devient possible : on accepte mieux l'idée de déléguer au privé certaines missions de sécurité publique.* »

Christian Estrosi n'est d'ailleurs pas le premier à briser ce tabou. À Paris, depuis 2004, plus de 73000 logements du parc HLM sont « sécurisés » par

des vigiles regroupés au sein d'un groupement d'intérêt économique, le GPIS, financé par la Ville et les principaux bailleurs sociaux. Outre-Atlantique, des pans entiers de la sécurité publique sont concédés à des agences privées, dont les plus puissantes gèrent plusieurs centaines de vigiles.



1 Hichem Missaoui 2 Frantz Delblond 3 Mohamed Id Moussa 4 Abdel-Kader Azouz 5 Fatima Akochiah et Gak 6 Mohammed et Pepito avec leurs amis.

